REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 11 au 17 mai 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Interview du SG de la COI.....2
-« Nos iles sont des oasis au milieu du désert »
1.2 Coopération régionale.....6
-Coopération régionale- Madagascar réclame le sommet et le siège de la COI
1.3 Programme MASE : Pollution marine.....8
-Une réponse régionale pour la préparation et la prévention contre la pollution maritime dans l'océan Indien occidental
-Pollution maritime : mettre à jour le plan de contingence régional et renforcer les capacités de la dizaine de pays de l'océan Indien occidental
1.4 Santé animale : Fièvre aphteuse.....11
-Fièvre aphteuse: 182 500 doses de vaccin réceptionnées par Maneesh Gobin
1.5 Connectivité maritime.....13
-Un projet de compagnie maritime porté pour les Etats de la région ?
-Madagascar au centre de la connectivité régionale ?
-APIOI, le réseau régional des ports

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....18
- Pêche et aquaculture : validation de la stratégie nationale
2.2 Tourisme.....19
- Un Officiel : les Seychelles restent ouvertes aux touristes, les visiteurs sont à l'abri du COVID-19
2.3 Environnement..... 20
- Conservation des espèces de faune et de flore : La CITES approuve les efforts de Madagascar


Le nouveau capitaine du navire Indianocéanie prend la barre en pleine tempête. Le professeur d'économie, spécialisé en économétrie, devra comme ses prédécesseurs se heurter à un chiffre têtu : les échanges intra régionaux restent autour de 3 % des échanges globaux. Une brèche importante dans la coque de l'Indianocéanie qu'il faudra colmater avant sa mise à l'eau. Quelle est sa vision du devenir régional ?
VÊLAYOUDOM MARIMOUTOU
Secrétaire général de la COI



« NOS ÎLES SONT DES OASIS AU MILIEU DU DÉSERT»

Le Journal Des Archipels : Alors que quatre décennies ont passé depuis la création de la COI, le constat reste celui d'îles encore fermées sur elles-mêmes ou, si elles sont ouvertes, c'est le plus souvent vers des pays lointains comme l'Inde ou la France plutôt qu'entre elles. Les échanges économiques ne se font pas et les populations ne se connaissent plus. Pourquoi et comment inverser cette situation ?

Vêlayoudom Marimoutou : Nous sommes tous des migrants aux origines souvent communes mais qui ont évolué différemment dans chaque île. Prenez l'exemple des Gujarits, partis de la même région indienne et qui se sont forgés une nouvelle culture à Madagascar, la Réunion ou à Maurice. C'est un peu la même chose avec les autres ethnies. C'est pour cela que je mise sur le développement des relations culturelles entre nos îles de façon à nous retrouver. Il s'agit de construire une nouvelle histoire commune aujourd'hui parce que nos îles partagent un même socle culturel mais aussi parce qu'elles font face aux mêmes défis. C'est dans ce sens que je souhaite développer le programme d'échange de type Erasmus* à tout l'océan Indien. C'est une de mes missions pour cette mandature : solliciter nos Etats membres afin de mettre en place un vrai réseau d'échanges entre étudiants de l'Indianocéanie et, plus généralement, développer la Culture et inventer de nouvelles histoires communes. La culture, la création, le connaissance ce sont des leviers importants du développement des sociétés.

JDA : Vous avez déclaré que « l'agenda climatique est absolument décisif parce qu'il s'agit de l'avenir immédiat de nos îles, de leur résilience et l'agenda biodiversité est un agenda stratégique pour toute la région car est question de notre capital naturel. Pouvez-vous expliquer votre stratégie sur ces deux points ?

VM : Il y a l'Agenda de Paris et la réalité du terrain avec des Etats insulaires souvent pauvres. La COI a un rôle important à jouer dans ce scénario. Pour l'agenda climatique ou celui de la biodiversité, c'est la même chose : il faut



« NOUS AVONS DES PÉPITES ICI, IL FAUT QU'ELLES SOIENT PRÊTES À MONTER DANS LE BON TRAIN »

sur l'Indianocéanie comme Le Journal des Archipels ».

entendre. A la COI, nous représentons un petit monde dans ce grand monde. Nous avons plus de souplesse qu'eux et il faut en profiter pour travailler en réseau, entre nous et avec l'Afrique et même au-delà. C'est ce que j'appelle un multilatéralisme en réseau. Sur ces agendas du climat et de la biodiversité, la COI a enregistré des résultats tangibles, elle a documenté l'état des récifs par exemple et impliqué les communautés locales dans la gestion durable des ressources et des écosystèmes, comme la pêche à l'ourite à Rodrigues. Mais ces enjeux sont planétaires et ils sont essentiels pour notre avenir. La COI, c'est non seulement un porte-voix bénéficier de l'aide internationale au développement.

JDA : L'environnement, c'est l'axe fort de l'action de la COI, c'est ça ?
VM : Parce que c'est un bien public, c'est un capital commun à toutes nos îles. Je vous annonce d'ailleurs que le Fonds vert pour le climat a décidé d'accorder plus de 52 millions de dollars à nos Etats pour un projet régional de renforcement des capacités des services météorologiques, hydrologiques et climatiques. Ce projet, Hydromet, sera aussi cofinancé par l'Agence française de développement et l'Union européenne. Le montant total est faramineconomique et écologique de ces sujets et combien il est essentiel de doter nos pays en matériels, technologies et ressources humaines formées parce que derrière ce projet, il est question de résilience, de sécurité civile, d'aménagement du territoire ; bref, c'est du développement.

JDA : Comment concilier économie et environnement ou, pour reprendre vos termes « l'émergence d'une Indianocéanie authentiquement durable » ?
VM : Avant tout, il faut recadrer le débat par rapport à la crise COVID que nous subissons et qui risque de durer encore quelques temps à cause des

Vêlayoudom Marimoutou : « Nos îles sont des oasis au milieu du désert»

... dans le monde ; par exemple ce sont plus d'un milliard d'enfants qui ont quitté les bancs de l'école... Dans notre région, nous devons mettre sur la table cette problématique et y répondre collectivement car, parmi les Etats membres, trois sont parmi les plus riches d'Afrique et deux considérés parmi les moins avancés, donc les objectifs sont différents et il faut donc trouver la bonne formule pour avancer...

JDA : C'est là où le professeur d'économétrie peut intervenir ?
VM : En effet, faisons les diagnostics, testons les modèles économiques et utilisons les bons outils en considérant que les populations qui mangent à leur faim sont les plus éduquées. Ca commence par là : l'éducation. Par exemple un des outils importants que la COI a favorisés est le câble Metiss, cette nouvelle connectivité doit être accompagnée de formations aux nouveaux métiers du numérique. La mutation des emplois va changer les gains de productivité. Tous ces changements sont à prendre en considération pour la révolution numérique à venir. Nous avons des pépites ici, il faut qu'elles soient prêtes à monter dans le bon train. »

JDA : En termes de connectivité, si le numérique nous relie correctement entre nous et le reste du monde, pour l'aérien et le maritime, nous en sommes encore loin...
VM : La connectivité est le premier pilier de la stratégie économique qui doit être développée dans la région. Aussi quand on observe nos compagnies aériennes locales, leurs lignes, on voit bien que leur priorité n'est pas l'océan Indien. Ce qu'il faut ce sont des prix bas car le marché local est relativement pauvre, c'est tout un nouveau modèle qu'il faut repenser.
Les difficultés que les compagnies traversent aujourd'hui doivent être vues performant. Il est classé quatrième des ports français. Mais si on ne fait que recevoir, ça ne va pas. Il faut trouver des solutions pour produire localement et pouvoir exporter. Il faut que les Etats membres de la COI se projettent pour développer de nouvelles productions.
La mise en place de la ZLECA depuis le 1er janvier est certainement une opportunité, notamment avec la fin des accords de Cotonou. En filigrane, il y a l'idée de la ré-

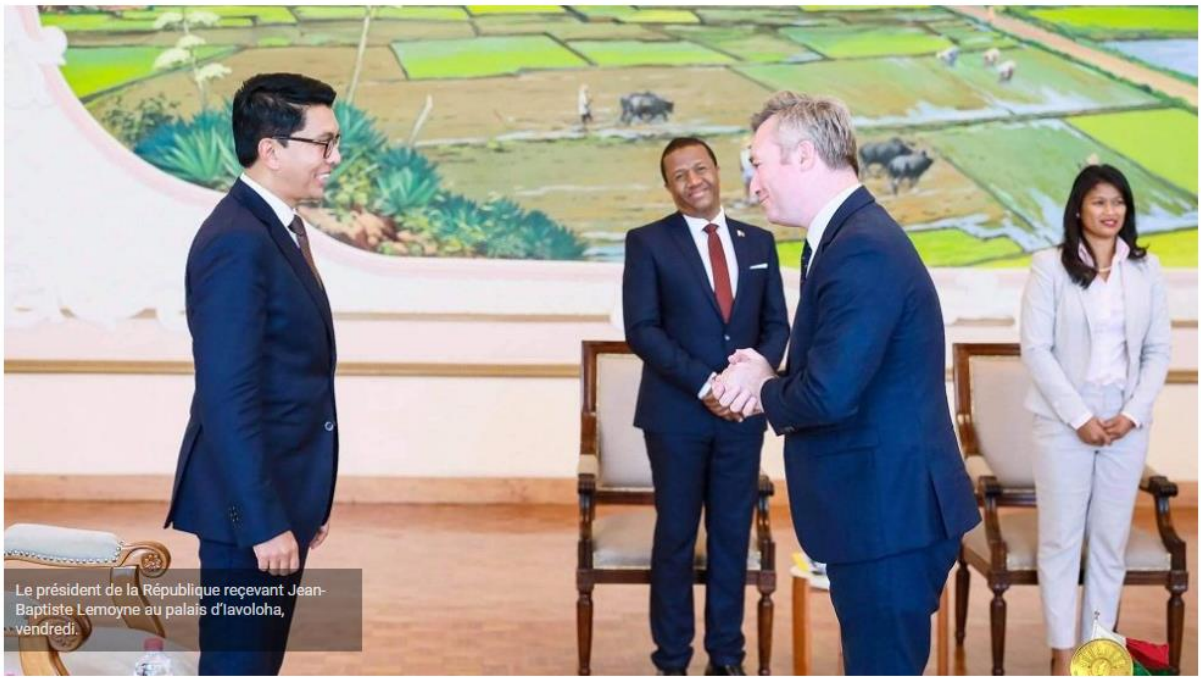
« Il y a l'Agenda de Paris et la réalité du terrain avec des Etats insulaires souvent pauvres. »

silience alimentaire avec des transferts de savoir-faire. Par exemple dans les Mascareignes nous avons développé la productivité de la culture de la canne avec l'aide du CIRAD notamment, il faut aujourd'hui trouver des écosystèmes communs pour en faire profiter les autres îles comme Madagascar et ces immenses potentialités. Il y a des filières à mettre en place, des chaînes de valeur à consolider ou à construire. La connectivité est centrale tout comme les capacités de production, de transformation, d'investissem stockage ou de sécurité nutrit Le secteur privé a un rôle dét à jouer aux côtés des Etats, co a été le cas avec le câble MET



Coopération régionale – Madagascar réclame le sommet et le siège de la COI

17 mai 2021 1 commentaire Garry Fabrice Ranaivoson 32 Vues 3 minute(s) pour lire



Le président de la République reçevant Jean-Baptiste Lemoyne au palais d'Iavoloha, vendredi.

La Grande île veut jouer un rôle plus central dans la COI. Elle réclame le siège de l'organisation, ainsi que l'accueil du prochain sommet de ses Chefs d'Etat.

Jouer en pointe. Étant la plus grande île de la région, Madagascar veut faire valoir son poids au sein de l a Commission de l'océan Indien (COI). Une ambition qu'elle veut affirmer sur la forme, mais qu'il faudra aussi concrétiser sur le fond.

Cette ambition d'être la locomotive de la COI a été glissée, dans un langage diplomatique, par Andry Rajoelina, président de la République, vendredi dernier. Ceci, durant une visite de courtoisie de Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat français auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du tourisme, des Français de l'etranger et de la Francophonie, au palais d'État d'Iavoloha. Par le biais de l'île de la Réunion, la France assure, actuellement, la présidence de la COI.

Selon les informations, le locataire d'Iavoloha a profité de sa rencontre avec le membre du gouvernement français pour "proposer la mise en place du bureau de la COI à Madagascar, en tant que plus grande île de l'océan Indien". Sur sa lancée, il a exprimé " le souhait de Madagascar d'accueillir le prochain sommet des Chefs d'État de l'océan Indien". Le Conseil des ministres de la COI qui démarre ce t te semaine, devrait décider du calendrier et du lieu du prochain sommet des Chefs d'Etat de l'organisation.

Leadership

Créée en 1982, la COI est une organisation régionale qui compte cinq membres, à savoir, Madagascar, Les Comores, l'île Maurice, les Seychelles et la France par le biais de la Réunion. Le siège de son secrétariat général se trouve à Maurice. Madagascar a, par deux fois, brigué le poste de Secrétaire général de la COI. Il s'agit de Hery Rasolondraibe, en 1989, et de Monique Andreas Esoavelomandroso, en 2004. Comme le veut le statut de l'organisation, chacun a été nommé par le conseil des ministres de la COI, pour un mandat de quatre ans, non renouvelable.

L'une des ambitions de la politique extérieure de l'administration Rajoelina est de renforcer le rayonnement international de Madagascar. S'imposer comme une locomotive politique et diplomatique dans la région de l'océan Indien est une étape incontournable pour y parvenir. Plus grand pays de la COI et aussi pays le plus peuplé, être leader de la Commission de l'océan Indien devrait être une évidence pour Madagascar.

Son statut de pays pauvre, nourri par une instabilité politique chronique, cependant, a fait que Madagascar a été relégué au statut de suiveur au sein de la COI. Plus mature politiquement et avec une économie florissante, l'île Maurice s'est arrogée le leadership de la COI. En matière de relations internationales, outre la question militaire, les arguments économiques pèsent plus que la taille du pays et le nombre de ses habitants. Oser affirmer ses ambitions diplomatiques et agir en conséquence est un bon début, néanmoins.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2021/05/17/cooperation-jean-baptiste-lemoyne-chez-andry-rajoelina/
- https://www.moov.mg/actualites/nationale/detail/coop%C3%A9ration-r%C3%A9gionale-madagascar-r%C3%A9clame-le-sommet-et-le-si%C3%A8ge-de-la-coi

Une réponse régionale pour la préparation et la prévention contre la pollution maritime dans l'océan Indien occidental

Un comité technique régional contre le risque de pollution maritime sera créé prochainement. Objectif : mettre à jour le plan de contingence régional et renforcer les capacités de la dizaine de pays de l'Océan Indien occidental. C'est ce qui ressort d'un atelier de consultation régionale réunissant onze pays et six organisations tenu par visioconférence le 5 mai 2021. Cette consultation multisectorielle a été organisée par la Commission de l'Océan Indien (COI) à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, en collaboration avec les pays signataires des Accords MASE.

Le comité technique sera composé des différentes parties prenantes des États et organisations de la région. En l'occurrence, il pourrait rassembler des représentants des États chargés de l'environnement, de la navigation, de la défense et de la marine ou encore des pêches. Les organisations régionales et internationales, dont la COI, l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Convention de Nairobi y seront également engagés.

La rencontre régionale qui a suscité un vif intérêt auprès des principaux acteurs, a permis de prendre connaissance des niveaux de préparation et de prévention des pays pour faire face à cette menace maritime.

Ce partage d'information fournit une base à l'actualisation du plan régional de contingence contre le déversement d'hydrocarbure adopté en 2011 par neuf pays de la zone, et, d'autre part, à la mise en place d'une feuille de route commune. Cette feuille de route assurera une meilleure articulation entre les plans nationaux et le plan de contingence régional avec l'implication du Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM), du Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) et du South African Maritime Safety Authority (SAMSA). Elle permettra à terme d'établir une procédure permanente d'évaluation de risque dans la région pour mieux orienter les actions.

Cette action sera conduite en cohérence avec les réglementations de l'Organisation maritime internationale et les protocoles pertinents de la Convention de Nairobi. Il marquera surtout le début d'une étape décisive dans l'opérationnalisation des Accords MASE. **Suite de l'article**

Pollution maritime : mettre à jour le plan de contingence régional et renforcer les capacités de la dizaine de pays de l'océan Indien occidental



Un comité technique régional contre le risque de pollution maritime sera créé prochainement. Objectif : mettre à jour le plan de contingence régional et renforcer les capacités de la dizaine de pays de l'océan Indien occidental. C'est ce qui ressort d'un atelier de consultation régionale réunissant onze pays et six organisations tenu par visioconférence le 05 mai 2021. Cette consultation multisectorielle a été organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, en collaboration avec les pays signataires des Accords MASE.

Le comité technique sera composé des différentes parties prenantes des États et organisations de la région. En l'occurrence, il pourrait rassembler des représentants des États chargés de l'environnement, de la navigation, de la défense et de la marine ou encore des pêches. Les organisations régionales et internationales, dont la COI, l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Convention de Nairobi y seront également engagés.

La rencontre régionale qui a suscité un vif intérêt auprès des principaux acteurs, a permis de prendre connaissance des niveaux de préparation et de prévention des pays pour faire face à cette menace maritime.

Ce partage d'information fournit une base à l'actualisation du plan régional de contingence contre le déversement d'hydrocarbure adopté en 2011 par neuf pays de la zone, et, d'autre part, à la mise en place d'une feuille de route commune. Cette feuille de route assurera une meilleure articulation entre les plans nationaux et le plan de contingence régional avec l'implication du Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM), du Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) et du *South African Maritime Safety Authority* (SAMSA). Elle permettra à terme d'établir une

procédure permanente d'évaluation de risque dans la région pour mieux orienter les actions.
Cette action sera conduite en cohérence avec les réglementations de l'Organisation maritime internationale et les protocoles pertinents de la Convention de Nairobi. Il marquera surtout le début d'une étape décisive dans l'opérationnalisation des Accords MASE.

Pallier les capacités limitées par la coopération

Avec l'accroissement du trafic maritime marchand dans la zone, la pollution maritime est devenue un enjeu majeur de sécurité économique et environnemental. L'échouement du vraquier japonais Wakashio sur les récifs du sud-est de l'île Maurice entraînant une importante marée noire en est un exemple concret. Cette catastrophe écologique a confirmé la vulnérabilité de la région aux risques de pollution maritime. L'ampleur de cette pollution a aussi mis à jour les capacités limitées des États et les limites des protocoles en place, notamment au niveau régional. De fait, l'action collective est indispensable.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.business-magazine.mu/actualites/autres/une-reponse-regionale-contre-la-pollution-maritime-dans-locean-indien-occidental/

Fièvre aphteuse: 182 500 doses de vaccin réceptionnées par Maneesh Gobin, samedi 15 mai

Le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin a pris livraison de 182 500 doses de vaccin achetées par la Commission de l'Océan Indien (COI) auprès de Boehringer Ingelheim. Les vaccins ont été réceptionnés sur le tarmac de l'aéroport de Plaisance, le samedi 15 mai en présence du Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne, Florence Caussé-Tissier, ambassadrice de France et André Pouillès-Duplaix, directeur de l'Agence française de développement (AFD).
Cette cargaison de 182 500 doses, 100 000 doses seront acheminées à Rodrigues et 82 500 sont réservées à Maurice pour les besoins des deux premières sessions de vaccination des cheptels dans ces deux pays.



Cette cargaison de 182 500 doses, 100 000 doses seront acheminées à Rodrigues et 82 500 sont réservées à Maurice pour les besoins des deux premières sessions de vaccination des cheptels dans ces deux pays.
Ces vaccins seront stockés à l'Agricultural Marketing Board (AMB), Moka. Des dispositions sont prises pour acheminer 100 000 doses du vaccin à Rodrigues d'ici le prochain vol disponible. La possibilité d'acheminer le vaccin par le «Dornier», la semaine prochaine est également à l'étude.
À cet égard, l'Assemblée Régionale de Rodrigues (ARR) a assuré la liaison avec la division Rodrigues du PMO et le ministère de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire fournit tout le soutien nécessaire.
Le programme de vaccination débutera dès que le vaccin atteindra Rodrigues. Les 82 500 doses restantes du vaccin seront utilisées pour le programme de vaccination à Maurice qui débutera la semaine prochaine.
On fait remarquer qu'en conséquence de la résurgence de la fièvre aphteuse à Rodrigues en mars 2021, le COI a rapidement contribué à l'envoi d'échantillons pathologiques au laboratoire de l'Anses en France, cela alors que Maurice était en confinement.
Selon la Commission de l'Agriculture, de l'Environnement, des forêts, des pêches et des parcs marins de l'ARR, il y a un cheptel 728 dans les 2 zones rouges (St Gabriel et Baie Malgache / Mont du Sable).

Il est soutenu *«qu'aucun nouveau cas de fièvre aphteuse n'a été enregistré en dehors des deux zones rouges.»* Selon les derniers chiffres disponibles, il est établi qu'il y une centaine de bovins qui ont été touchés.



A noter, également, deux vétérinaires de Maurice ont terminé leur période de quarantaine le 12 mai 2021 et ont eu des réunions avec la Commission de l'agriculture le même jour pour faire le point sur la situation de la fièvre aphteuse à Rodrigues. Ils effectueront une séro-surveillance de la maladie sur une période d'environ 2 semaines et apporteront aussi une assistance pour le programme de vaccination.
Il faut dire que c'est par l'entremise de l'Unité de Veille Sanitaire (UVS) que Maurice a bénéficié du soutien de la COI pour lutter contre les épidémies de maladies animales.
En 2016, le COI a fourni une assistance pendant l'épidémie de fièvre aphteuse pour :
(i) l'envoi d'échantillons pathologiques à l'étranger pour diagnostic;
(ii) l'achat de 300 000 doses de vaccins contre la fièvre aphteuse qui ont été utilisées avec succès pour lutter contre la maladie; et
(iii) la mobilisation des vétérinaires de Madagascar pour aider au programme de vaccination.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://defimedia.info/fievre-aphteuse-maurice-recoit-180-000-doses-de-vaccin?fbclid=IwAR3z7L5hvfil1Qxx0N_DYa5rb4LMZ6ekDCojEUdADTvSaAM3MwOuYINAIgU
- https://fr.allafrica.com/stories/202105160006.html
- 157 cas de fièvre aphteuse à Rodrigues (zinfos-moris.com)
- https://www.lexpress.mu/article/393441/conseil-ministres-mv-wakashio-fievre-aphteuse-kreol-morisien-discutes
- https://www.commissionoceanindien.org/fievre-aphteuse/
- Fièvre aphteuse : la COI reçoit 182 200 doses de vaccin pour faire face à l'épidémie - Le Mauricien
- Fièvre aphteuse : Maurice reçoit 182 200 doses de vaccin - IONNEWS
- Mauritius Receives a Consignment of 182 200 Foot and Mouth Disease Vaccines Under the IOC Sega-One Health - allAfrica.com

Dossier

ECONOMIE CIRCULAIRE



« Quels sont les flux de marchandises et quelles sont les volontés des états à entrer dans ces échanges régionaux ? »

C'est ce qu'il faut déduire quand on essaie de décrypter ceux qui sont aux commandes des grandes orientations structurantes de notre région. Nous avons rencontré à Maurice Vinay Guddye, chef du département logistique aérienne et maritime à l'Economic development board (EDB) et Raj Mohabeer, chargé de mission à la Commission de l'océan Indien (COI). Leur vision sur cet éternel serpent de mer.

Par Jacques Rombi

UN PROJET DE COMPAGNIE MARITIME PORTÉ PAR LES ETATS DE LA RÉGION ?



Raj Mohabeer est l'homme de l'ombre qui pousse les projets de l'Indianocéanie au soleil, comme le projet abouti de câble Metiss. Il pose ici à côté de stocks de matériel destinés à la Somalie dans le cadre du projet de sécurité maritime MASE, géré par quatre organisations régionales dont la COI.

Du côté des pays concernés, une étude est dans les tuyaux : « L'étude de la COI de 2015 a « le mérite de confirmer nos doutes : nos petites économies insulaires ne justifient pas la créati d'une compagnie maritime qui serait déficitair En revanche cette compagnie pourrait être viable si l'on associe les pays de la COI à des pays du Canal de Mozambique. Nous avons interrogé les gouvernements de la Tanzanie, Mozambique et Kenya qui tous sont favorables à une telle compagnie » dixit Vinay Gaddye. L'idée étant de mettre en place des points de transbordement dans nos îles et sur la côte africaine (à Maputo, Dar es Salaam et Mombasa précisément) ; à partir de là les grandes compagnies maritimes pourraient être intéressées par l'utilisation de ces hub régionaux.

Ce que ne dit pas le responsable de l'EDB ni les autres personnes interrogée dans ce dossier pour ne pas froisser nos voisins sud-africains c'est que ces nouveau hubs pourraient alor capter une partie des flux aujourd'hui centralisés sur le mé hub de Durban en Afrique du Sud.

L'idée in fine étant de moins dépendre de grands pays exportateurs et de construire enfin une résilience régionale : « la crise du Covid nous a permis de reconsidérer la chaî de valeurs. Les carences de certains pays ont été mises en évidence car ils ont du mal à se procurer des vaccins ou simplement des PPI (Produits de première nécessité). D'où l'intér de jouer groupés dans une vraie coopération régionale où chacun apporterait sa pierre à l'édifice en optimisant nos outils comme par exemple les zones hors taxes et sous douane Les autorités ont commencé avec le MFD* c'est à cette condition que nous aurons une vraie sécurité d'approvisionnement, que nou appelons désormais la glocalisation.

Une logistique freeport AIR TERRE MER qui aurait toute sa logique à condition



d'envisager des capacités plus importantes et surtout plus de connectivités inter îles.

La glocalisation, ou comment transformer nos chaînes de valeurs

Une autre étude nommée « *Eastern Indian Ocean Company Project* » plus ambitieuse et prenant en compte ces nouveaux paramètres post covid ainsi que ces partenaires africains est en cours du côté de la COI. C'est Raj Mohabeer, chargé de mission, qui en a la responsabilité : « En 2015 nous avions étudié la question du lancement d'une compagnie régionale avec l'achat d'un bateau. Aujourd'hui nous prenons la problématique par l'autre sens : quels sont les flux de marchandises et quelles sont les volontés des États à entrer dans ces échanges régionaux ? »
L'étude, initiée à l'issue du Forum sur l'économie circulaire organisé par la COI en décembre 2019, a été stoppée suite à la crise Covid. Elle reprend aujourd'hui avec un financement de 875 000 dollars émanant de la coopération japonaise. A l'heure où nous bouclons ce numéro (début avril) Raj Mohabeer en était à la phase de finalisation des Termes de Références et au choix des trois experts (un Français, un Allemand et un Sud-africain).

Un projet qui, si sa viabilité est avérée après cette étude, devra faire l'objet d'un MOU (*Memorandum of Understanding*) des pays concernés. Fort de cet engagement et de ces prévisionnels, « les bailleurs de fonds devraient nous accompagner » précise un haut cadre de l'EDB qui conclue : « c'est possible mais il faut que tous les pays concernés parlent d'une même voix »
A suivre en mode vigie !

* Mauritius Freeport Development (MFD) est un pôle de distribution et de logistique industrielle pour les marchés locaux, régionaux et internationaux

Madagascar : enfin des routes pour les ports de Diego et Ehoala

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a versé en septembre dernier la première partie de la subvention de l'Union européenne destinée à la modernisation des routes situées à l'extrême nord (RN 6) et l'extrême sud du pays (RN 13). Avec un montant de 235 millions d'euros, les deux routes devraient enfin pouvoir desservir les ports de Diego Suarez et surtout d'Ehoala dans le Sud. La réhabilitation de la RN°13 est déjà lancée avec un premier tronçon Fort Dauphin-Ambovombe long de 114 kilomètres. Cette route pourrait enfin donner au port d'Ehoala toute sa dimension régionale. Occupé seulement une semaine par mois pour les besoins du minier QMM qui l'a construit voici une décennie. Le port d'Ehoala est un des premiers ports en eaux profondes de la région avec16 mètres de tirant d'eau et 400 hectares de terre-pleins. Longtemps enclavé, la réhabilitation de la route du sud par l'UE le positionne aujourd'hui idéalement sur l'axe Afrique du Sud / Mascareignes / Asie.

Dossier

Madagascar a exporté 2,64 milliards de dollars de marchandises en 2019, contre 3,92 milliards de dollars d'importation.

ECONOMIE CIRCULAIRE

Tamatave demeure le principal port de Madagascar avec plus de 90% des marchandises y transitant pour être distribuées dans toute l'île, mais également pour la majorité des exportations. Les autres ports tiennent un rôle secondaire, notamment ceux du nord et de l'ouest de la Grande Île. Celui d'Ehoala à Fort-Dauphin, initialement dédié à l'exportation d'ilménite pour QMM (Rio Tinto), reçoit, comme Tamatave, Diego Suarez et Nosy-Be, des bateaux de croisières. Mais les choses pourraient changer.

Par nos correspondants permanents à Madagascar : Liva Rakotondrasata et Tsirisoa R.

MADAGASCAR AU CENTRE DE LA CONNECTIVITÉ RÉGIONALE ?



Le port d'Ehoala, un pion important sur l'échiquier maritime régional. Conçu essentiellement pour l'exportation de l'ilménite extraite par la société Qit Madagascar Minerals (QMM)', le Port d'Ehoala et ses 16 mètres de tirant d'eau a limité son potentiel à accueillir quelques paquebots de croisière. Mais la réhabilitation en cours de la Route nationale menant vers Fort-Dauphin va-t-elle changer la donne ? De belles perspectives expliquées par Andriantsoa Rabiaza, directeur du Port d'Ehoala.
Lire la suite en scannant le QR CODE

En 2019, Madagascar a reçu 753 navires d'une taille moyenne de 24.400 tonnes, dont 269 navires de vrac (liquide et sec), 147 navires de charge classiques, 35 rouliers, 230 porte-conteneurs et 72 navires à passagers dont des bateaux de croisière. En termes de connectivité, les pays de provenance et de destination des navires qui opèrent sur la Grande Île sont l'île Maurice pour les produits manufacturés, Oman pour du fuel brut importé, Seychelles pour le tourisme, Singapour pour des produits manufacturés, et le Mozambique pour des produits divers. L'Afrique du Sud, la France, la Belgique et les Emirats Arabes Unis qui font entrer des produits manufacturés à Madagascar ferment ce classement.

ACCÉLÉRER LES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS

Le port de Tamatave a dépassé les 260,000 EVP à la fin 2018, avec 2,9 millions de tonnes de volume traité. Géré par la Société de Port Autonome de Toamasina (SPAT), ce port est en cours d'extension avec l'agence japonaise JICA pour une livraison totale en 2025.
Cette relative performance laisse une marge de croissance à Madagascar sur le secteur maritime par rapport aux autres îles de l'océan



Le Canal des Pangalanes, autrefois cordon ombilical du commerce dans l'est du pays, sur lequel pourraient transiter à nouveau des produits agricoles vers le port fluvial de Tamatave. Le projet, un temps appuyé par le consortium marocain MarchicalMed, cherche encore une nouvelle formule pour son développement.

Indien. Plusieurs projets d'infrastructures conditionnent le développement de ce secteur afin de multiplier le volume d'échanges de Madagascar avec l'étranger : routes, ports secondaires, infrastructures logistiques comme le stockage et les ports secs, hôtels, ...

Madagascar a exporté 2,64 milliards de dollars de marchandises en 2019, contre 5,92 milliards de dollars d'importation. Ce déficit de 1,28 milliard de dollars oblige le pays à accélérer ses investissements en infrastructures de transports afin d'acheminer plus rapidement les produits d'exportation vers les ports. L'Agence Portuaire, Maritime et Fluviale (APMF), qui gère pour le compte de l'Etat toutes les infrastructures et les opérations du transport maritime et fluvial, a finalisé la Politique nationale du Transport maritime (PNTM) en 2020. Cette politique appuie la connectivité prônée au niveau de la Commission de l'Océan Indien (COI) afin d'augmenter les échanges commerciaux entre les îles, tout en s'ouvrant aux marchés asiatiques et africains. *Plus d'informations et de chiffres exclusifs sur lejournaldesarchipels.com*



Acheminement d'ilménite vers le port d'Ehoala.

APIOI, le réseau régional des ports

L'APIOI a été formée en 2008. À ce jour, les membres de l'association sont le port de Maurice (MPA), ceux de Toamasina et d'Ehoala (Madagascar), Port Réunion (Réunion), la Seychelles Ports Authority, le Port de Longoni, (Mayotte) et celui de Mutsamudu (Comores). Relativement jeune, l'APIOI doit se pourvoir des moyens nécessaires pour élaborer des plans d'action pour la réalisation de ses objectifs. Une étroite collaboration existe entre elle et la Commission de l'Océan Indien (COI), celle-ci considérant l'APIOI comme son bras exécutif maritime.

L'Association a pour but de promouvoir et commercialiser la région océan Indien pour y attirer les navires de croisière et de plaisance aussi bien que les bâtiments de commerce et de pêche semi- industrielle. Elle vise aussi à renforcer la coopération entre les différentes autorités portuaires, les organismes d'États des différentes nations membres et les opérateurs maritimes.

Pêche et aquaculture: validation de la stratégie nationale

Par Les Nouvelles sur 17/05/2021



Annonces Goo
Bloquer l'annon
Pourquoi cette annor

Annonces Goo
Bloquer l'annon
Pourquoi cette annor

Les études relatives à la mise à jour de la Stratégie nationale de développement de l'aquaculture à Madagascar (SNDAM) et des plans de développement des trois filières à savoir l'algoculture, l'holoturiculture et le crabiculture, ont fait l'objet de validation la semaine passée lors d'un atelier. Les objectifs consistent à actualiser les référentiels, analyser les acquis et développer les réflexions stratégiques pour un avenir durable de ces secteurs dans les 10 ans à venir ainsi que la mobilisation de toutes les parties prenantes.

Trois axes proposés ont été soumis à la validation : la création des conditions nécessaires au développement des initiatives aquacoles privées, en lien avec le climat des affaires, la mise en place des services d'appui adaptés au développement de l'aquaculture et à l'amélioration de la gouvernance dans le secteur.

La stratégie ainsi finalisée et validée devra ensuite faire l'objet d'une adoption officielle par le gouvernement, sur la base d'un arrêté portant adoption de la stratégie.

Arh.

Un Officiel : les Seychelles restent ouvertes aux touristes, les visiteurs sont à l'abri du COVID-19

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



M. Radegonde a déclaré qu '"il n'y aura aucun changement dans nos plans - les Seychelles resteront ouvertes aux touristes". (Gerard Larose, Seychelles Tourism Board)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles restent ouvertes à tous les touristes, à l'exception de ceux venant des pays encore interdits, et la nation insulaire n'introduira pas de mesures de quarantaine pour les visiteurs entrants, a déclaré vendredi un haut responsable.

Le ministre du **Tourisme**, Sylvestre Radegonde, a souligné que dans diverses interviews qu'il a réalisées avec des médias internationaux tels que CNN, BBC et le Telegraph, le message reste le même : "Les Seychelles restent sures et les touristes n'infectent pas les Seychellois".

M. Radegonde a déclaré que, comme le ministère de la Santé l'a souligné, l'augmentation du nombre de cas de **COVID-19** est due au fait que certains Seychellois ne prennent pas suffisamment de précautions.

"En ce qui concerne les visiteurs, ils restent en sécurité. Les établissements dans lesquels ils se rendent sont des établissements certifiés suivant les différents protocoles de santé en place. Il n'y aura pas de changement dans nos plans - les Seychelles resteront ouvertes aux touristes. Il n'y en aura aucune mesure de quarantaine pour les visiteurs entrant dans le pays », a-t-il ajouté.Selon la dernière mise à jour du ministère de la Santé jeudi, les Seychelles comptent 2739 cas actifs de **COVID-19** et ont enregistré 32 décès.

Un total de 69 708 personnes sur la population cible de 70 000 a reçu la première dose de Sinopharm ou de Covishield, soit 99,6% de l'objectif, tandis que 61 360 personnes ont reçu les deux doses.

Évoquant le fait que la France a émis un avis décourageant ses citoyens de se rendre aux Seychelles, le ministre a déclaré que le pays avait tout droit de le faire, cependant, "pour moi, cet avis va à l'encontre de l'objectif car pour le moment, les citoyens français ne voyagent pas. **Suite de l'article**

Conservation des espèces de faune et de flore : La CITES approuve les efforts de Madagascar

La 73ème session du Comité Permanent de la CITES (Convention sur le commerce International des Espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction) tenue en virtuel du 5 au 7 mai derniers a approuvé globalement les efforts menés par Madagascar dans la lutte contre le commerce illicite des tortues terrestres et d'eau douce.

C'était vendredi dernier, à l'issue d'un débat suivant le rapport présenté par Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement Durable, qui insista en entrée de matière que le régime actuel déploie des efforts contre ces genres de trafics illicites : « ces trafics des espèces menacées d'extinction est un facteur d'insécurité et d'instabilité, car ils portent atteinte à l'état de droit et à l'image de Madagascar » appuya-t-elle. Malgré la recrudescence des actes illégaux durant la crise sanitaire, elle énumère les efforts entrepris. Au sein du MEDD, elle a mis sur pied une Unité de Lutte contre la Corruption (ULC), entité ayant comme tâche de centraliser toutes les doléances reçues et de veiller à leur traitement. Au niveau régional se sont organisées des brigades mixtes pour des patrouilles. La ministre MEDD renforce sur le territoire des sensibilisations dans les médias mais surtout auprès des communautés rurales pour contrecarrer des genres de braconnage et commerce illégal des tortues. Présentant des statistiques, de 2019 jusqu'en 2021, le MEDD avec ses partenaires a saisi 26.489 tortues dont 1270 pour le premier trimestre de 2021 ; puis a déféré 29 criminels dont 2 citoyens européens.

Madagascar abrite aujourd'hui neuf espèces de tortues terrestres et d'eau douce dont cinq espèces endémiques. Ces cinq espèces sont la grande tortue d'eau douce ou podocnémide de Madagascar, la tortue radiée dite « sokake » dans la région AtsimoAndrefana, la tortue à queue plate ou « kapidolo » dans la région Menabe. La cinquième espèce est la plus grande tortue terrestre en taille connue sous le nom de tortue à soc ou « Angonoky » classée parmi les 25 tortues les plus menacées du monde ; elle se trouve dans le parc national Baie de Balyà Soalala dans la région Boeny.

Recueillis par T. B